Perspectives politiques

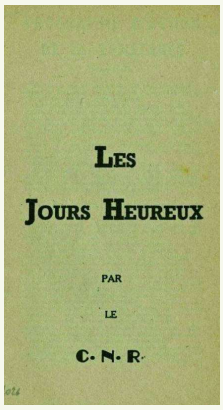
Après les élections européennes, quelles issues ?

Force est de constater que le résultat des élections européennes n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme.

Le Rassemblement National vire en tête en France et voit une progression dans de nombreux pays en Europe, LREM parvient à terminer 2ème et retrouvera ses partenaires libéraux européens, un 13 % et la 3ème place pour EELV porté par une prise de conscience des questions écologiques et environnementales, puis la dégringolade pour LR qui chute à 8%, LFI à 6,5 % comme le « PS » et une kyrielle de petits scores.
En recollant tous les petits bouts de la «gauche» cela représente 30 % des exprimés soit 15 % du corps électoral (équivalent au total réalisé par l'ensemble des listes d'extrême droite).
Ces résultats interrogent à nouveau, car ils se répètent à l'envi et ne sont pas de nature à envisager une perspective de construction d'une alternative politique répondant aux aspirations légitimes des citoyens.
La politique destructrice menée par Macron et son gouvernement casse les solidarités et l'ensemble des conquêtes sociales du 20ème siècle avec notamment la remise en cause de tout ce qui a été mis en place à partir de 1946 sur la base du programme «les jours heureux» issu du Conseil National de la Résistance : Sécu, retraites, services publics, Fonction publique.

© Christophe Morin / Maxppp

Le gouvernement répond ainsi à la revendication historique du patronat comme le rappelait Denis Kessler, numéro 2 du MEDEF, il y a quelques années, qui entendait mettre un terme à l'équilibre du contrat social qui leur avait été imposé à la sortie de la seconde guerre mondiale dans un pays exsangue ("*Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR*" in revue Challenges le 4 octobre 2007).



Le programme du CNR
Musée national de la Résistance

Face à cette situation, nous ne pouvons, en tant que syndicalistes, qu'interroger les organisations politiques qui se réclament de la «gauche» pour qu'elles sortent de cette logique mortifère d'éparpillement qui condamne à l'échec toute alternative et nous laisserait comme perspective immuable le libéralisme exacerbé de Macron ou le nationalisme fasciste de Le Pen et consorts.
Ce dont nous avons besoin c'est d'une offre politique de gauche qui soit non seulement rassemblée pour pouvoir espérer gagner, mais qui devrait porter un programme politique clair dessinant un autre avenir plus humain, plus juste, à même de mobiliser l'électorat.
Pouvoir d'achat, plein emploi, justice fiscale, renforcement et développement des services publics appuyés sur une Fonction publique renforcée et valorisée, conditions de travail, protection sociale et retraite protectrices, écologie… pourraient être les bases de ce projet programmatique d'une politique de progrès et de justice sociale au service de l'intérêt général.
S'il revient donc aux organisations politiques de se mettre au travail sur cette impérieuse nécessité de construire un projet commun en capacité de gagner des échéances électorales pour contester et revenir sur les politiques mises en œuvre jusqu'alors, il revient au syndicalisme de porter des revendications unifiantes, de mobiliser sur ces dernières afin de peser pour faire émerger cette exigence d'une alternative politique progressiste.
Il faut mettre les partis politiques devant les réalités des attentes des citoyens et citoyennes de France.
Le syndicalisme a donc un rôle déterminant dans la période qui s'ouvre pour jouer pleinement sa partition et faire entendre les aspirations de celles et ceux qu'il représente.
Il y a urgence car les présidentielles reviendront dans 3 ans.
Le chantier est vaste et compliqué, mais là où il y a la volonté il y a un chemin.

Paulo Lemonnier

© Défis d'opinion / Matthieu bChaigne